

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre Val de Loire
3 rue du Carbone
45072 ORLEANS CEDEX 2

Orléans, le 07/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



USCP

12 rue du Moulin
45300 ENGENVILLE

Références : EB /126/2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2022 dans l'établissement USCP implanté 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE. L'inspection a été annoncée le 03/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- USCP
- 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0010004633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société USCP, soumise à autorisation, exploite des installations de stockage de céréales en vrac dans des silos verticaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite précédente,
- Risques accidentels (notamment double asservissement),
- nuisances sonores,
- rejets aqueux et atmosphériques,
- risque foudre,
- POI.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--|--|--|--|
| point 1-gestion suites vi 27/02/2019 | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.3.5.2 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Point 7-surveillance et détection zones de dangers | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.5.4.2 | / | Lettre de suite préfectorale |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--|---|--|--|
| Point 9-autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 8.1.1 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Point 11- autosurveillance rejets air | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 3.2.5 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Point 12- autosurveillance rejets air | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 8.2.1.2 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Point 14- autosurveillance rejets eau | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art 4.3.11 et 8.2.3 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Point 15- bruit | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 6.2.1, 6.2.2, 6.2.3 et 8.2.5 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Point 16-surveillance et détection zones de danger | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.5.4 | / | Lettre de suite préfectorale |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|--|-------------------|
| Point 6- plan d'opération interne | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.7.5.2 | / | Sans objet |
| Point 13 – plan des réseaux | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 4.2.2 | / | Sans objet |
| Point 17-surveillance et détection zones de danger | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.5.4.1 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---------------------------------------|--|--|-------------------|
| Point 2- gestion suites vi 27/02/2019 | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.7.5.3 | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---------------------------------------|---|--|-------------------|
| Point 3- gestion suites vi 27/02/2019 | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.7.5.3 | / | Sans objet |
| point 4-gestion suites vi 27/02/2019 | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 5.1.6 | / | Sans objet |
| Point 5-gestion suites vi 27/02/2019 | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.1 et 7.7.5.2 | / | Sans objet |
| Point 8- gestion suites vi 27/02/2019 | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 3.1.5 et 3.2.3 | / | Sans objet |
| Point 10- autosurveillance rejets air | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 3.2.4 et 8.2.1 | / | Sans objet |
| Point 18-suite incident du 07/07/2021 | Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 1.3 et 2.5.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : point 1-gestion suites vi 27/02/2019

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.3.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par deux compteurs de coups de foudre conformément au guide UTE C 17-106. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les deux ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, Le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les déclarations de conformité signées par lui et accompagnées des enregistrements trimestriels du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La vérification des dispositifs de protection contre la foudre est incomplète puisque les paratonnerres à dispositifs d'amorçage (PDA) ne sont pas été testés.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport foudre de vérification complète réalisé par DEKRA pour une intervention le 18/05/2021.</p> <p>Le rapport ne mentionne pas d'anomalies. Néanmoins, ce rapport mentionne que les paratonnerres à dispositifs d'amorçage (PDA) n'ont pas été testés (« sans mise à disposition par l'exploitant du moyen d'essai spécifique au PDA installé, notre mission exclut le contrôle des performances de ce dispositif).</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Point 2- gestion suites vi 27/02/2019

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.7.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTIONInertage |
| Prescription contrôlée : Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place. Sont également mentionnées dans cette procédure : <ul style="list-style-type: none">- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire. |
| Constats : Conforme |
| Observations : Le POI mentionne une procédure opérationnelle de gestion de l'inertage dont le fournisseur identifié est la société MESSER. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Point 3- gestion suites vi 27/02/2019

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.7.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence. |
| Constats : Conforme |
| Observations : L'exploitant a transmis le 26/06/2020 un compte rendu de l'essai d'inertage réalisé par la société MESSER le 17/02/20. Pas d'anomalies détectées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : point 4-gestion suites vi 27/02/2019

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 5.1.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets-transport |
| Prescription contrôlée : Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. |
| Constats : Conforme |
| Observations : L'exploitant a transmis le 26/06/2020 le BSD 20200221 pour des traverses de chemin de fer, d'une quantité de 14,68 t dont la destination finale est une valorisation énergétique en cimenterie. Pas de remarque |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Point 5-gestion suites vi 27/02/2019

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.1 et 7.7.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : Art. 7.1 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels. Art. 7.7.5.2 [...] Un exemplaire du P.O.L. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. [...] |
| Constats : Conforme |
| Observations : L'exploitant a transmis le POI commun avec la société SIDESUP version de janvier 2022. Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de présenter le POI présent dans le bureau du responsable silo (salle de commandement). Le POI présent est la version de 2019. Après une recherche difficile par les personnes présentes sur la boîte mail du responsable silo, la version en vigueur a été trouvée, imprimée et mise en place physiquement dans la salle de commandement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Point 6- plan d'opération interne

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.7.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir, en collaboration avec la Société SIDESUP, un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) commun aux deux établissements, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans leurs études de dangers.</p> <p>Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel des deux établissements, les populations et l'environnement.</p> <p>Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans les études de dangers des deux établissements.</p> <p>[...] Le P.O.I. est remis à jour tous les trois ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Le POI et les modifications notables successives sont transmis à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours. Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de P.O.I.</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous Les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu, Accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant doit justifier de la transmission du POI version janvier 2022 au service départemental d'incendie et de secours.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant a transmis, préalablement à la visite, le POI commun avec la société SIDESUP version de janvier 2022.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le POI commun est rédigé par SIDESUP. USCP valide les données le concernant.</p> <p>Après examen du POI, ce dernier pourrait utilement être complété par :</p> <ul style="list-style-type: none">• au niveau des bassins et des cuves de ressources en eau, le nombre de cannes d'aspiration à disposition pour le SDIS et les diamètres des raccords,• les distances des flux thermiques du magasin 4 de SIDESUP ne sont pas mentionnés dans le POI alors les flux thermiques des effets dominos atteignent les silos de USCP et les bureaux du silo. <p>Aucun exercice n'a été réalisé depuis le dernier en 2020. La société USCP est en attente de la société SIDESUP pour programmer un exercice POI.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Point 7-surveillance et détection zones de dangers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.5.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement |
| Prescription contrôlée : Art. 7.5.4.2 AP 15/10/2012 L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité....) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. [...] Les relevés de température sont réalisés à une fréquence définie par l'exploitant dans les consignes d'exploitation. Ils donnent lieu à un enregistrement. [...] Le transporteur à bande provenant de la Société SIDESUP est asservi à un détecteur de point chaud qui commande l'arrêt immédiat de l'installation. [...] Art. 1.3 AP 15/10/2012 Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. En particulier, l'étude de dangers correspondant aux installations définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et l'intensité des effets des accidents susceptibles de survenir. Les barrières de sécurité (équipements, procédures opératoires, formation, consignes, instruction), définies dans le présent arrêté et dans l'étude de dangers font l'objet d'un suivi particulier afin de garantir leur efficacité à tout moment. |
| Constats : Le transporteur à bande provenant de la Société SIDESUP n'est pas asservi à un détecteur de point chaud qui commande l'arrêt immédiat de l'installation. Cette barrière de sécurité n'ayant pas été installée, les installations ne sont pas conformes aux données mentionnées dans l'étude de dangers. |
| Observations : Lors de la visite l'exploitant a indiqué que le transporteur à bande provenant de la Société SIDESUP n'est pas asservi à un détecteur de point chaud qui commande l'arrêt immédiat de l'installation puisque le détecteur n'a jamais été installé. L'inspection a constaté un suivi de la silothermométrie reporté sur ordinateur et les données sont enregistrées. Pas de remarque sur les informations mentionnées sur l'ordinateur situé dans le bureau du responsable de silo. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Point 8- gestion suites vi 27/02/2019

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 3.1.5 et 3.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet |
| Prescription contrôlée : Art. 3.1.5 : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. [...] Les systèmes de dépoussiérage sont aménagés et disposés de manière à permettre les mesures de contrôle des émissions de poussières dans de bonnes conditions. Art. 3.2.3 Conduit n°1 – Hauteur 59 m – Filtres à manches – sortie aspiration centralisée – débit nominal : 28 080 Nm3/h Conduit n°2 – Hauteur 30 m – Filtres à manches – refroidisseur – débit nominal :10080 Nm3/h |
| Constats : Conforme |
| Observations : L'exploitant a transmis le 26/06/2020 un rapport d'observation de la société E2M. Après nettoyage du filtre de l'aspiration générale, le prestataire a réalisé une vérification de l'aspiration des filtres. Les filtres avant nettoyage étaient saturés et donc l'aspiration était diminuée. Après nettoyage, l'aspiration est de nouveau fonctionnelle. Dans sa réponse du 26/06/2020, l'exploitant s'est engagé à remplacer les filtres de l'aspiration générale tous les 3 ans. L'inspection prend note de cet engagement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Point 9-autosurveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 8.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, . PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les articles suivants définissent Le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas défini et ne met pas en œuvre sous sa responsabilité un programme d'autosurveillance de ses émissions atmosphériques, de ses rejets aqueux et de ses émissions sonores et de leurs effets.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>Aucun programme d'autosurveillance n'est établi par l'exploitant et aucune fréquence de contrôle n'est définie. Cette absence vaut pour les émissions atmosphériques, les rejets aqueux et les émissions sonores.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Point 10-autosurveillance rejets air

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 3.2.4 et 8.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES |
| Prescription contrôlée : Art. 3.2.4 Les rejets issus du système d'aspiration centralisé doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O ₂ précisée dans le tableau ci-dessous. Poussières – O ₂ : 3 % - conduit 1 : 30 mg/Nm ³ – conduit 2 : 30 mg/Nm ³ L'inspection des installations classées peut faire procéder à des mesures selon les normes en vigueur ; les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant. Art. 8.2.1 Auto-surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses Les mesures portent sur les rejets de poussières en sortie des filtres à manches du système d'aspiration centralisée des installations de stockage en vrac de céréales d'une part, et du refroidisseur d'autre part. |
| Constats : Conforme |
| Observations : L'exploitant a présenté un rapport de mesures des émissions atmosphériques du paramètre poussière établi par BUREAU VERITAS pour une intervention du 26 au 29/10/2021. Les VLE sont respectées. Mesures sur les conduits 1 et 2. A noter que le rapport mentionne une VLE poussière erronée de 100 mg/Nm ³ alors que l'arrêté préfectoral mentionne une VLE de 30 mg/Nm ³ . |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Point 11-autosurveillance rejets air

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 3.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales rejetées |
| Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes Paramètre poussières : Conduit n° 1 : Flux maximal hors période de moisson (kg/j) : 8,5 Flux maximal période de moisson (kg/j) : 13,5 Flux maximal annuel : 2,35 t/an Conduit n° 2 : Flux maximal journalier (kg/j) : 0,303 Flux maximal annuel : 0,15 t/an |
| Constats : L'exploitant ne justifie pas des flux massiques journaliers et annuel pour le paramètre poussière au niveau des conduits n°1 et n°2. |
| Observations : L'exploitant a indiqué ne pas déterminer de flux massique journalier ou horaire des émissions atmosphériques de poussières. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Point 12-autosurveillance rejets air

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 8.2.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants : Poussières – Triennale – Norme NF X 44 052 |
| Constats : L'exploitant ne réalise pas de surveillance de la qualité de l'air sur le paramètre poussières. |
| Observations : L'exploitant a indiqué ne pas réaliser cette surveillance. L'exploitant pourrait utilement s'interroger de la pertinence de cette surveillance de la qualité de l'air au vu des flux massiques horaires émis par ses installations. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Point 13 – plan des réseaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux |
| Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). |
| Constats : Absence de plan des réseaux de l'établissement. |
| Observations : L'exploitant a indiqué ne pas avoir de plan des réseaux de l'établissement. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Point 14-autosurveillance rejets eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art 4.3.11 et 8.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences, et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets |
| Prescription contrôlée : Art. 4.3.11 L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-après définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 3 (cf. repérage du rejet sous Particule 4.3.5 du présent arrêté) : Paramètres (mg/L) : HCT: 5 DBO5 : 25 DCO:90 MES : 30 Art. 8.2.3 Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre : Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : n° 3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5. du présent arrêté) : Paramètres pH/DCO/DBO5/MES/HCT – ponctuel-triennal – Avant rejet dans le milieu naturel |
| Constats : L'exploitant ne respecte pas la périodicité triennale de mesure des rejets aqueux des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le point de prélèvement n'est pas le point n°3 mentionné dans l'arrêté préfectoral et n'est pas représentatif (eau pluviale non susceptible d'être polluée). Le site ne dispose pas d'un dispositif de traitement avant rejet de ses eaux pluviales susceptibles d'être polluées. |
| Observations : L'exploitant a présenté le rapport de mesures des rejets aqueux établi par DEKRA pour une intervention le 22/03/2018. Les mesures mentionnées dans le rapport respectent les VLE. L'exploitant a indiqué que le prélèvement est effectué dans une descente de gouttière. L'exploitant a indiqué ne pas avoir de débourbeur déshuileur dans l'enceinte de son site. L'inspection constate que le point de prélèvement ne respecte pas les caractéristiques du point n°3 visé à l'article 4.3.5 de l'AP du 15/10/2012. Les caractéristiques sont celles du point de rejet n°2 visé au même article. Aucune autre mesure des rejets aqueux n'a été réalisé depuis 2018. L'exploitant a indiqué qu'un devis a été envoyé récemment pour un contrôle des rejets aqueux. La fréquence triennale de contrôle est dépassée depuis le 22/03/2021. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Point 15- bruit

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 6.2.1, 6.2.2, 6.2.3 et 8.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, nuisances sonores |
| Prescription contrôlée : ARTICLE 6.2.1. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION Les plages horaires habituelles de fonctionnement, hors ventilation, sont les suivantes : en dehors de la période de moisson de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30, 5 jours par semaine ; - durant la période de moisson (mois de juillet et août) de 6 heures à 22 heures, 7 jours par semaine. ARTICLE 6.2.2. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) : Supérieur à 45 dB(A) Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A) Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 3 dB(A) ARTICLE 6.2.3. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Niveau sonore limite admissible : Période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés : 60 dB(A) Période de jour allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 50 dB(A) ARTICLE 8.2.5. AUTO-SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués, durant une période d'activité représentative, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspecteur des installations classées peut demander. |
| Constats : L'exploitant ne justifie pas du respect des émissions sonores des installations de l'établissement. |
| Observations : L'exploitant ne réalise pas de contrôle des émissions sonores des installations (émergence en ZER et niveau de bruit en limite de propriété). Cf point 9. Absence de programme d'autosurveillance |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Point 16-surveillance et détection zones de danger

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.5.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, SURVEILLANCE ET DETECTION DES ZONES DE DANGERS |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés : - des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation ; - une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant. Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant ne justifie pas d'une liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et ne détermine pas les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. |
| Observations : L'inspection a examiné l'asservissement à une détection d'étincelle de la presse à granulé. L'exploitant a présenté un registre de visite. Il y est mentionné une visite de la société UXELLO le 03/05/2021. L'exploitant a précisé que le contrôle de ce détecteur est réalisé annuellement. Néanmoins, l'exploitant n'a pas présenté de liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et n'a pas déterminé les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Point 17-surveillance et détection zones de danger

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.5.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques Systèmes d'aspiration et de filtration |
| Prescription contrôlée : Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...] |
| Constats : L'exploitant doit justifier d'un test positif auprès de l'inspection des installations classées |
| Observations : Le magasinier présent lors de la visite, n'ayant pas d'habilitation électrique, le test de double asservissement aspiration/manutention n'a pas pu être réalisé. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Point 18-suite incident du 07/07/2021

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 1.3 et 2.5.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, incident |
| Prescription contrôlée : Art. 1.3 Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Art. 2.5.1 L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement, compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci. |
| Constats : Conforme |
| Observations : Suite à l'incident survenu le 07/07/2021 dans le boisseau poussière, l'exploitant s'est engagé, dans son rapport d'incident du 08/07/2021, à mettre en place des sondes de silothermométrie dans ce boisseau poussière. L'exploitant a présenté une feuille d'intervention de la société ISI SAFE du 05/10/2021 pour le raccordement de sonde sans fil sur la cellule poussière. L'inspection a constaté la présence des sondes du boisseau poussière sur l'écran de suivi de la silothermométrie. Les sondes étaient opérationnelles. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |